

Géopolitique des « prises d'eau »

Éléments de réflexion

Rémi BARBIER (ENGEES, UMR GESTE)

Sara FERNANDEZ (INRAE, UMR GESTE)

Introduction

- L'eau comme connecteur territorial
 - Une réalité ancienne...
 - Des enjeux multiples
 - Adduction d'eau pour les usages individuels et collectifs
 - Production d'énergie
 - Transport
 - Loisirs...
 - Inondations
 - Focus sur l'adduction d'eau DCH



Source: BNF, Gallica
<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40621632f>

- Un intérêt académique et institutionnel
 - Conjonction urbanisation & changement climatique
 - “thirsty cities”
 - Une *political ecology of urbanization of rural waters* attentive...
 - aux enjeux de domination, d'équité...
 - aux effets des marchés de l'eau
- Cadre de notre intervention
 - Contexte français
 - Relecture de travaux & bibliographie
 - L'eau question géopolitique (Giblin, 2003)
 - Travaux pionniers de B Barraqué
 - Sur les 3 génies qui dé/connectent les territoires
 - Sur les arrangements coopératifs villes et agriculture

- Argument général

- Esquisse d'une géopolitique des « prises d'eau »

- Un terme pour souligner l'intrication des enjeux matériels, juridiques, politiques, économiques... de l'accès à l'eau
 - Distinction entre prise interne / externe

- Une présentation stylisée pour rendre compte d'enjeux et d'enchaînements complexes

- Une situation-problème de départ :
 - Une collectivité faisant face à des enjeux d'approvisionnement (quali / quanti)
 - Une stylisation de ses options en 3 stratégies :
 - Stratégie intra : privilégier l'autonomie
 - Stratégie inter : entrer dans un jeu inter-territorial via une prise d'eau externe
 - Stratégie endo : inclure la prise d'eau externe dans une institution politique commune

NB : une simplification pour des stratégies qui peuvent se combiner de multiples manières dans la réalité

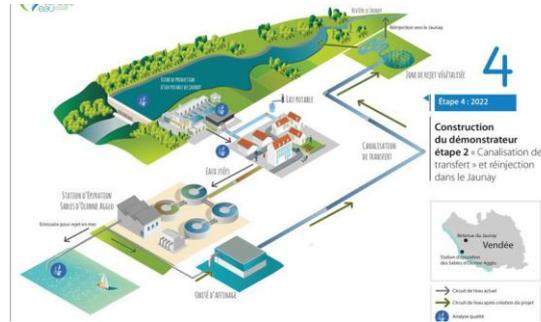
Stratégie intra : prolonger l'autonomie

Autonomie par la technique



La prairie des filtres de
Toulouse

© Archives de Toulouse/9Fi428



Créer ressources locales
La REUT aux Sables d'Olonne



Réduction des fuites

Autonomie par la gestion de la demande



Kits hydroéconomiques



Usine eaux industrielles
Bordeaux



Tertiarisation

Stratégie inter : aller chercher l'eau en dehors

Etablir des prises d'eau « hors du ressort territorial » des collectivités

Modalités: achat du foncier, pour accéder à...

- Des sources

Ex.: Paris à la fin du XIX^e siècle

- De l'eau souterraine par forage

Ex.: Bordeaux avec les landes de Gascogne au XXI^e siècle

- Un droit de prélèvement sur les cours d'eau ou des lacs

Exemple de Metz avec le lac de Madine au XX^e siècle

L'accès à l'eau externe requiert:

- Une autorisation de l'État (arbitre)
- Du génie civil (lourds investissements: amortissement et/ou subventions)

Ex.: Marseille, Bordeaux, Metz...

Canal de
Marseille



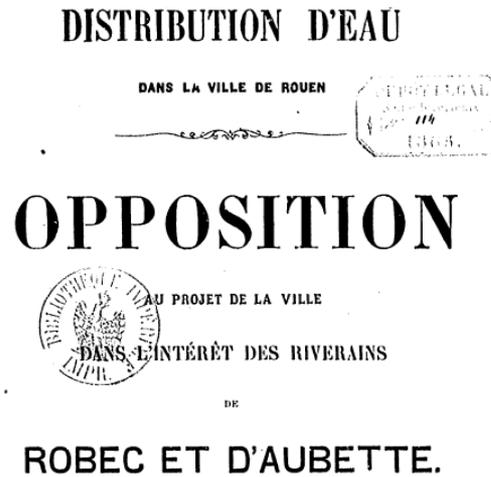
Aqueduc de Budos



Barrage
d'Arnaville

Une source de conflits

Ex.: Paris, Rouen au XIX^e siècle



Source: BNF, Gallica.
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5471679n.r=lucien+fromage.langFR>

Ex.: Bordeaux au XXI^e siècle

Champ captant des landes de Médoc Association agréée **Vive la Forêt**

Le projet

Le projet vise à prélever 10 millions de m³/an dans la nappe de l'oligocène littoral pour approvisionner Bordeaux Métropole et quelques communes périphériques.

La ressource mobilisable existe en quantités limitée. Il est légitime, pour les 24 communes littorales de s'interroger sur le partage de cette ressource et sur les impacts associés à un tel prélèvement.

VLF s'inquiète des risques de rabattement de la nappe de surface et des impacts sur les milieux aquatiques et la sylviculture.

VLF a produits des calculs en contre-expertise qui montrent que les besoins futurs en alimentation en eau potable pourraient se trouver contraints du fait de l'attribution de 10 millions de m³/an à Bordeaux-Métropole.

Zones géographiques du SAGE « Nappes Profondes de Gironde »



LA GUERRE DE L'EAU ENTRE SYLVICULTEURS ET BORDEAUX METROPOLE EST OUVERTE

JEAN-PHILIPPE DEJEAN



Le département de la Gironde ne manque pas d'eau mais elle est mal répartie. L'ex-Communauté urbaine de Bordeaux pensait être le meilleur porteur de projet pour trouver de nouvelles ressources en eau potable. Ce qui plonge aujourd'hui la métropole bordelaise dans un bras de fer dont elle se serait bien passée avec les sylviculteurs du Médoc.

De la prise à l'emprise

Une prise d'eau potentiellement menacée...

Une intervention qui s'étend au-delà du périmètre rapproché...

Quels moyens d'intervention ?

- Levier financier : financer des changements de pratiques

Par des institutions tierces (Agences de l'eau, PAC) : politiques agri-environnementales

Par le service lui-même : des « paiements pour services hydriques » en plein essor...

Ex.: Paris, Rennes...

- Levier foncier : étendre sa maîtrise foncière

création récente d'un droit de préemption des terres agricoles ouvert aux collectivités

- Levier politique : investir un cadre de planification comme les SAGE

Ex.: Sage Est-Lyonnais : permet à la métropole de sécuriser son approvisionnement en eau

Ex.: Sage Nappes profondes Gironde : permet à Bordeaux de co-piloter globalement la ressource avec le CD et d'organiser des réallocations et transferts

Un cadre qui permet de négocier des accords et des compensations

In fine, un gouvernement à distance des territoires ruraux ?

Oui mais... l'hinterland est déjà un tissu de relations et d'influences multi-échelles (cf. filières agro-alimentaires)... et les villes sont elles-mêmes prises dans des rapports de domination : Ex.: Metz et les industriels de la soude

Variations sur les dynamiques inter-territoriales

La sécurisation mutuelle par l'interconnexion

- Objectif : lier des unités de distribution distinctes pour assurer la continuité et la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable des unités interconnectées.
- Des rapports potentiellement plus équilibrés entre aggro et hinterland si ce dernier est bien structuré

Ex.: Ouest lyonnais structuré en un « boulevard de l'eau » auquel la métropole aimerait bien avoir accès : suppose négo politique

La logique des infrastructures

L'amortissement des charges fixes par des ventes d'eau à une clientèle élargie

Ex.: Haute-Garonne : « *tout le monde veut une usine et ensuite vendre l'eau aux voisins* »

Stratégie endo : ramener l'eau en dedans

Modalités

- Extension du territoire / de la compétence eau de l'agglomération
Plutôt un effet des réformes territoriales et des stratégies globales des agglomérations
- Insertion dans une institution conjointe : syndicat mixte d'eau potable
Plutôt la prise en marche (ou pas) d'une dynamique engagée par d'autres :
 - Des collectivités rurales qui se sont organisées de longue date (85, 10...)
 - Des institutions départementales : CD 69, 35... préfecture 49, au nom d'un impératif de rationalisation et sécurisation de l'approvisionnement départemental

Quels déterminants de l'accord?

- Déterminants économiques : maîtriser le prix de l'eau
Atténuer l'impact d'investissements, augmenter la part d'utilisateurs qui coûtent peu en tuyaux (utilisateurs urbains) par rapport à ceux qui coûtent cher (utilisateurs ruraux)
 - Exemple de La Roche-Sur-Yon et de son intégration à Vendée Eau pour « lisser » une hausse du prix de l'eau
 - Exemple de Rennes et des subventions gérées par le syndicat départemental
- Déterminants politiques : une solidarité mesurée
Jouer le jeu de la solidarité tout en conservant une autonomie relative, accompagner un changement de mode de gestion (adhésion de Troyes au SDDEA)...



▲ **Figure 1.** Linéaire moyen de canalisation pour desservir un habitant suivant le type de service

Éléments de conclusion

- Processus complexes : multi-échelles, multi-enjeux, multi-acteurs
- Perspectives
 - Une extension des PSH aux enjeux quanti ?
 - Le CC, vecteur de solidarité ou de compétition ?
 - Les systèmes décentralisés peuvent-ils changer la donne ?
- Le problème dual des eaux usées
 - Un enjeu géopolitique
 - Comparaison Paris / Berlin au XIXe (Lestel & Carré, 2017)
 - De la promesse d'autoépuration aux stations d'épuration
 - Quels effets de la REUT ?